

« Syriza delenda est »

La crise grecque dans les médias français

Pierre Rimbert

www.monde-diplomatique.fr, juillet 2015

« C'est l'édito d'Arnaud Leparmentier, bonsoir Arnaud. Ce soir, vous poussez un cri à pleins poumons : "Tsipras, démission !" », lance Nicolas Demorand, présentateur sur France Inter d'une émission consacrée à l'actualité internationale (15 juin).

— *Si Tsipras ne signe pas, il faudra que ce soit un autre. Vous avez bien entendu, Nicolas : tel Cassandra, je vous prédis un possible changement de gouvernement à Athènes. (...) Tsipras a fait à son peuple des promesses intenables ; il est grand temps qu'il change de coalition ou quitte le pouvoir.* »

Trouverait-on meilleure illustration du métier d'éditorialiste que cet appel au renversement d'un gouvernement élu il y a moins de six mois, mais coupable de vouloir tenir ses promesses ? *Syriza delenda est* — il faut détruire Syriza : la formule orna bien souvent le menu des « sommets de la dernière chance » destinés à « sauver » Athènes. Entre la coalition emmenée par le premier ministre grec et les créanciers, l'affrontement fut d'emblée idéologique. A aucun prix l'Europe conservatrice ne laisserait poindre la perspective d'une autre voie possible, fût-elle sobrement sociale-démocrate comme le programme de Syriza.

Capitulation politique ou chaos économique : la presse française a fait preuve d'une discrétion extrême sur cette stratégie du coup d'Etat furtif que les journaux d'affaires britanniques ont détaillée. « *De nombreuses personnalités, dont plusieurs ministres des finances de la zone euro, ont indiqué en privé qu'un accord ne serait possible qu'à une condition : que le premier ministre grec se débarrasse de l'aile gauche de Syriza au gouvernement, révélait le Financial Times début avril. L'idée serait qu'Alexis Tsipras forge une nouvelle coalition avec le centre gauche* (1). »

Eluder pareille tentative de déstabilisation politique, c'était déjà prendre le parti des créanciers. Restait à habiller ce choix d'un traitement moral (« il faut payer ses dettes » (2)), psycho-pathologisant (« ramener les Grecs à la raison ») et centré sur le choc des personnalités. Celles des ministres des finances grec et allemand, l'« exaspérant » Yanis Varoufakis contre l'« impassible » Wolfgang Schäuble.

Celle, aussi, de M. Tsipras. Quel autre chef de gouvernement européen a été dépeint comme un « *mariole* » (Jean-Pierre Elkabbach), « *l'idiot utile* » de *Poutine* » (Jean-Baptiste Naudet), partisan de solutions politiques « *débiles et ridicules* » confinant même à « *la jobarderie, et le mot est faible* » (Franz-Olivier Giesbert), « un chef de secte » (Nicolas Baverez) « *empapaouté* » par un « *gourou imposteur* », son ministre de l'économie, qui « *passé son temps à faire le gros malin* » (Eric Le Boucher) ? M. Tsipras est le « *Petit Chaperon rouge du grand soir* » (Christophe Barbier), le forgeron d'une « *alliance des rouges-bruns* » (Bernard-Henri Lévy), qui débobine « *un invraisemblable cinéma, fait de ridicules roulements de mécaniques et d'embardees scandaleuses* » (Gaëtan de Capèle) aux dépens d'un pays devenu sous sa coupe « *une sorte de Zimbabwe au cœur de l'Europe* » (Christian Menanteau). Dépravation suprême : « *Lui, il promet. Nous, on paye* » (Jean-Michel Apathie) (3).

Le forfait du gouvernement hellène était assurément pendable : vouloir rompre l'enchaînement des prêts destinés à rembourser d'autres prêts, eux-mêmes octroyés au prix d'une austérité qui provoque l'effondrement de l'économie et des conditions de vie. Les médias ne faisaient d'ailleurs pas mystère du « *bilan social calamiteux du plan de sauvetage* »

(*Les Echos*, 22 janvier). Si bien que l'on constatait en feuilletant les journaux le coudoisement de deux points de vue radicalement déconnectés : celui, confiné en pages intérieures, des reporters et correspondants en Grèce dépeignant un désastre ; et celui, tout en gros titres, d'analystes ventriloquant le discours officiel.

Les relations entre Syriza et l'éditocratie française ont pourtant connu une éclaircie. Quand, début janvier, les sondages donnent le parti anti-austérité en tête, les commentateurs s'avisent que, tout bien considéré, le programme de M. Tsipras « *n'a rien d'extravagant* », d'autant que le chef de file de la gauche radicale « *ne cesse de mettre de l'eau dans son retsina* » (Laurent Joffrin, *Libération*, 24 et 27 janvier). « *Non seulement il n'y a pas là de raison de paniquer, se relaxe Bernard Guetta à l'approche du scrutin, mais, si les urnes tenaient les promesses que les sondages font à ces mouvements, les rapports de forces en seraient changés dans l'Union* » (France Inter, 6 janvier). Laquelle ferait alors couler encore plus de lait et de miel sur le front des peuples, comme chacun a pu le vérifier depuis. L'ivresse de la victoire gagna jusqu'au présentateur du journal télévisé de France 2, David Pujadas, qu'on vit déambuler devant le Parthénon pour s'enquérir du salaire des ouvriers, avant que le très orthodoxe expert économique François Lenglet ne confesse en direct que l'austérité, « *ça ne tient pas, parce que ça défie à la fois l'économie et le bon sens* » (26 janvier). Les Grecs, pensaient-ils tous, s'assoupliraient. Ils apprendraient.

Les tuteurs se pressaient d'ailleurs au portillon. Auteurs d'une étude sur « *le rôle des médias dans la mise en forme d'une opinion publique négative* » vis-à-vis des pays endettés d'Europe, des chercheurs de l'université Leibniz de Hanovre relèvent « *l'occurrence fréquente, et particulièrement révélatrice, de la métaphore professeur-élève* », ce dernier rôle étant dévolu aux nations débitrices. « *Les élèves reçoivent des instructions de leurs maîtres, ils doivent accomplir des travaux, passer des examens et se conformer à un calendrier. Tous ne réussissent pas : alors que l'Irlande apparaissait comme un élève modèle, la Grèce adopte un comportement désobéissant* (4). »

Fin février, les maîtres exultent : ils ont « *amené Athènes à résipiscence* » (*Le Monde*, 25 février). L'accord transitoire concédé par la Grèce constitue en lui-même une bonne leçon. Que M. Tsipras soit « *en train de se coucher* », explique Thomas Sotto, prouve qu'« *on ne peut pas résister face à l'Europe* » (Europe 1, 24 février). Le récit des négociations décline le thème du « *rude apprentissage européen de la Grèce* » (*Le Monde*, 20 mars). Il met en scène un gang de garnements mal élevés, incapables d'entendre la « *leçon d'Europe* » dispensée par des précepteurs patients, à l'écoute, « *prêts à les aider* ». Hélas, il fallut se rendre à l'évidence : la résipiscence demeurait incomplète et, dans une tribune éloquentement publiée par *Le Monde* le 31 mai, le chef du gouvernement grec alertait sur le danger d'une « *abolition de la démocratie en Europe* ».

La pédagogie contrariée des instructeurs en chef s'avère d'autant moins fructueuse qu'ils ne croient pas un mot de leur propre leçon. Nul parmi eux n'ignore que la Grèce ne pourra pas honorer sa dette, mais chacun juge urgent d'entretenir l'illusion. En dehors des voix hétérodoxes habituelles — et de la plume isolée du journaliste Romaric Godin à *La Tribune* —, les origines spéculatives de la crise et les scénarios politiques alternatifs ne furent guère explorés. Faut-il s'en étonner ? Selon une enquête de l'association Acrimed, au premier trimestre 2015, « *71 % des économistes invités par Le Monde pour traiter de la politique de la zone euro sont membres des banques, de grandes entreprises ou de la Banque centrale européenne* (5) ». En la matière, le quotidien vespéral ne fait

pas figure d'exception.

Ruse de la déraison journalistique, ces mêmes experts banquiers se répandent sur tous les supports pour expliquer qu'un défaut grec coûterait aux Français « *près de 1 000 euros par habitant* » (*Le Journal du dimanche*, 21 juin), comme si Athènes ne négociait pas avec d'impersonnelles bureaucraties, mais avec chaque contribuable. Ils se gardent de préciser que leurs employeurs furent les premiers bénéficiaires des « plans de sauvetage », comme l'admettait bien volontiers l'économiste vedette du *Financial Times*, Martin Wolf : « *L'essentiel des prêts à la Grèce n'a pas été accordé au bénéfice du pays, mais à celui de créanciers privés ineptes* » (17 juin).

Au même moment (15 juin), *Les Echos* publiaient une tribune des Gracques, « *groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes* », contre le « *gouvernement rouge-brun de M. Tsipras* » : « *Le risque de contagion grec n'est plus financier. Il est politique. (...) Céder à la Grèce encouragerait des Etats plus importants à élire des gens qui proposent les mêmes stratégies d'extorsion.* » La fureur des socialistes libéraux contre la gauche anti-austérité pointe en creux la tache aveugle de la presse hexagonale : la responsabilité du pouvoir français. La mise en scène d'un affrontement entre Athènes et Berlin aura eu pour effet de concentrer les critiques de gauche sur les positions allemandes. Ce faisant, un troisième acteur, la France, sortait discrètement du champ.

Que la droite allemande se conforme au conservatisme, l'information était moins renversante qu'une autre, vite escamotée : l'exécutif « socialiste » français, élu sur la promesse de casser le cycle austéritaire européen, gouverne lui aussi comme la droite allemande. Deuxième puissance économique de la zone euro, Paris avait les moyens d'affirmer dès les élections grecques un soutien inébranlable à Athènes, susceptible de rebattre les cartes. Celui de *L'Humanité* excepté, les éditorialistes n'auront pas imaginé un scénario mettant en scène des socialistes français de gauche. L'exercice appelait, il est vrai, un prodigieux effort d'imagination.